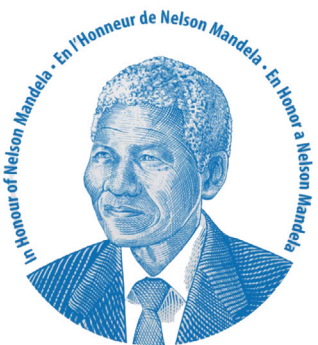


17



NELSON MANDELA

World Human Rights Moot Court Competition
Concours Mondial de Procès Simulé des Droits de l'Homme
Competencia Mundial de Derechos Humanos



NELSON MANDELA

17th World Human Rights Moot Court Competition

14 - 18 JULY 2025

Palais des Nations, Geneva, Switzerland



UNIVERSITEIT VAN PRETORIA
UNIVERSITY OF PRETORIA
YUNIBESITHI YA PRETORIA

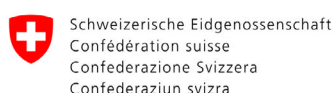
Students from all universities across the world are invited to argue a hypothetical human rights case before judges from leading international tribunals and human rights experts.

06 - 12 May 2025 (Preliminary Rounds Online)

14 - 18 July 2025 (Final Rounds In Person, Geneva)

The Competition will be held in English, French and Spanish.

www.chr.up.ac.za/worldmoot



UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS COUNCIL

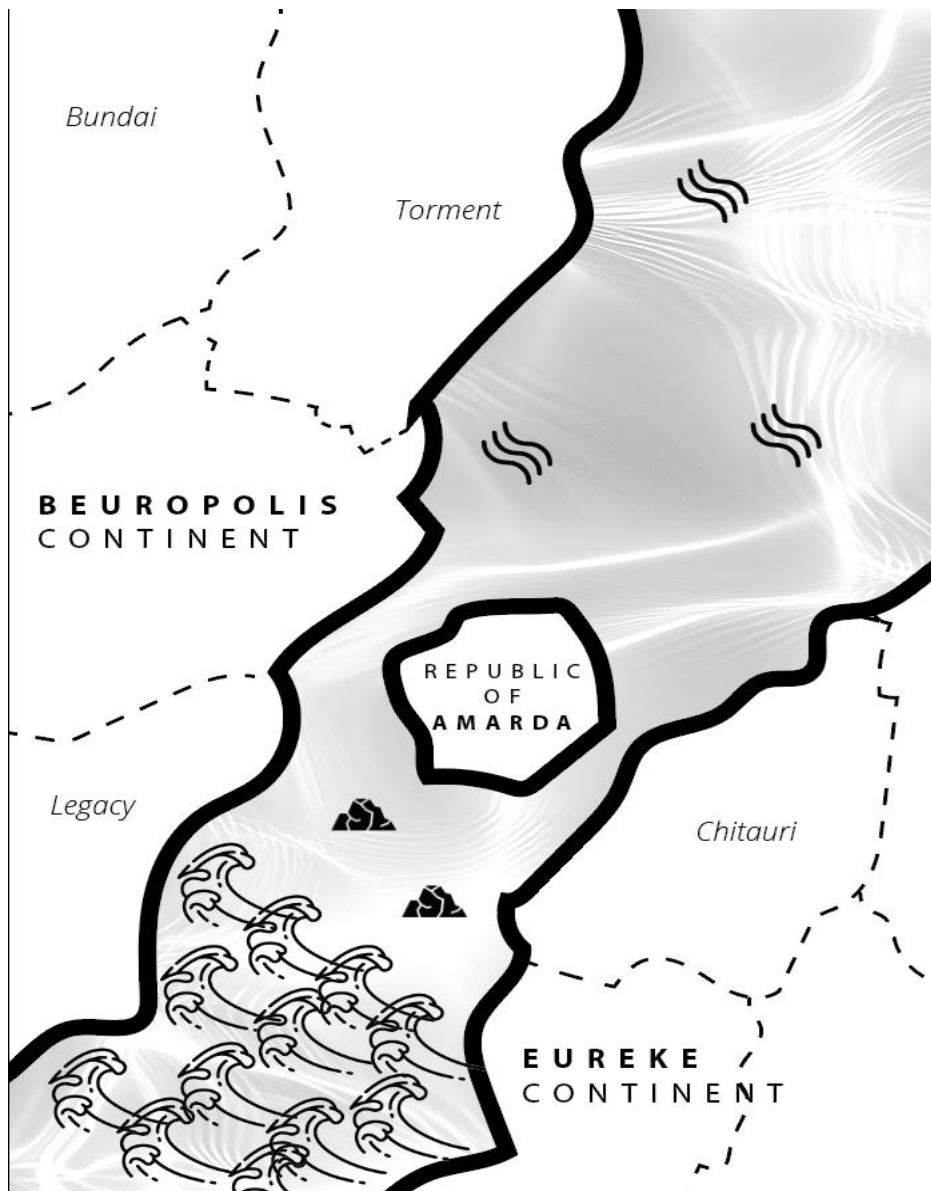
Supported by the European Union



17^e Concours mondial de plaidoirie des droits de l'homme Nelson Mandela

Devant
la Cour des droits de l'homme de Beuropolis
du 14 au 18 juillet 2025,
au Palais des Nations, Genève, Suisse

Dans l'affaire entre
Toutes les vies comptent
et
l'État de l'Héritage



1. Le continent de Beuropolis est l'un des plus vastes du monde, avec une grande variété de pays et une riche diversité raciale et linguistique. À l'est de Beuropolis se trouvent des peuples d'origine principalement sweetienne, qui parlent généralement la langue sweet. Au sud se trouvent les Dopamiens, dont la majorité parle le Dopama. À l'ouest, on trouve surtout des Mistakeans, qui parlent le Mistakia. Au Nord, on trouve les Nordiens, qui parlent principalement le Northia. L'Union des Beuropolis (UB), fondée en 1955, est composée de 55 États. Son siège est situé dans l'État de l'Héritage. L'État de L'héritage est situé dans la partie méridionale du continent de Beuropolis. L'Héritage est habité par des personnes d'origine légacorienne. L'Héritage est également l'une des principales économies du continent, avec un PIB moyen par habitant de 90 000 dollars.
2. La République d'Amarda (RdA) est un État insulaire situé dans la mer d'Afropolis, qui sépare les continents de Beuropolis et d'Eureke. La RdA est habitée par des peuples autochtones, connus sous le nom d'"Afropolisiens". Ils parlent principalement la langue Afropolis. La RdA est un État membre de l'UB. La RdA est l'un des États les moins développés du monde et le plus pauvre continent de Beuropolis. Des recherches récentes menées par un doctorant de l'université de l'Amarda, la seule université de la RdA, ont conclu que la RdA faisait, il y a des millénaires, de la masse terrestre du continent Eureke.
3. La RdA est un pays qui compte 14 millions d'habitants. Elle possède également une riche biodiversité, certains animaux et plantes n'étant endémiques qu'à l'île. Elle bénéficie d'un climat ensoleillé et d'excellentes plages intactes. Son PIB par habitant est d'environ 900 USD. Aucune véritable classe moyenne ne s'est développée et la plupart des habitants sont des éleveurs. Au cours de la dernière décennie, le tourisme est devenu une source croissante de revenus, en particulier pour les visiteurs de l'héritage, et contribue aujourd'hui à hauteur de 45 % au PIB. Le pays est toutefois riche en ressources naturelles, notamment en tanzanite et en diamants, mais la population locale n'a pas bénéficié de leur extraction. Les produits alimentaires frais exportés principalement vers l'Héritage représentent environ 20 % de l'économie.
4. Très proche de la RdA, et également séparé par la mer d'Afropolis, se trouve l'État du Chitauri, qui fait partie du continent Eureke. Situé à l'extrémité nord du continent Eureke, le Chitauri est considéré comme un État peu développé et partage de nombreuses similitudes avec la RdA. Sa population est en grande partie d'origine afropolisienne et parle la langue afropolis. Le Chitauri possède également des paysages biologiques très similaires à ceux de la RdA, bien qu'il soit moins pittoresque. Le pays est également riche en tanzanite, dont l'exploitation est très active. La plupart des travailleurs sont des ouvriers d'usine et des mineurs. Sa population est d'environ 8 millions d'habitants. Son PIB par habitant est de 1 200 USD. Le Chitauri n'est pas une destination touristique populaire.
5. L'Héritage est le port d'entrée le plus proche de Beuropolis pour les personnes venant de RdA et de Chitauri. Il considère la RdA et le Chitauri comme stratégiquement placés puisque plusieurs entreprises enregistrées à l'Héritage ont des usines de

fabrication et sont impliquées dans les industries extractives dans les deux pays, la plupart d'entre elles étant situées dans le Chitauri.

6. L'Héritage est une juridiction de common law, avec un système de tribunaux allant des Magistrates courts (juridictions inférieures) aux High Courts (juridictions supérieures), en passant par les Appeals Courts (juridictions d'appel) pour les affaires civiles, pénales et diverses, et par la Supreme Court (Cour suprême). La Cour suprême est la plus haute juridiction du pays. En vertu de la législation nationale, un appel à la Cour suprême est décrit comme un 'recours exceptionnel'. Si les High Courts et les cours d'appel sont compétentes pour entendre et rendre des conclusions sur des questions constitutionnelles, seule la Cour suprême est habilitée à prendre des décisions finales sur la constitutionnalité de la législation et l'application des traités internationaux en matière de droits de l'homme. L'Héritage a un système juridique moniste, où les traités internationaux font partie du droit national dès leur ratification.
7. L'Héritage est une ancienne puissance coloniale qui a conquis d'autres parties du monde pour la gloire et le profit. En 1890, Chitauri a été colonisée par l'État de l'héritage. Bien que la mer d'Afropolis soit connue pour être une mer agitée, agitée par des tempêtes inattendues et des formations rocheuses traîtresses, l'héritage a réussi à coloniser Chitauri grâce à sa flotte puissante et bien équipée. Aujourd'hui encore, la mer d'Afropolis est considérée comme une mer traîtresse et est généralement surnommée la "mer de la mort", car ceux qui s'y embarquent courent constamment le risque de se noyer à la suite d'un naufrage. Bien que l'héritage dispose d'un département maritime qui participe constamment à des missions de sauvetage en mer, les activités des marines de l'héritage ont été entravées par des coupes budgétaires dues au fait que l'Héritage a détourné des fonds vers d'autres questions urgentes. L'une de ces questions urgentes est le conflit entre les États de Bundia et de Torment, deux nations situées à Beuropolis.
8. Bundia est un état situé au nord de Beuropolis, dont la population est principalement d'origine nordienne. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un grand pays, le Bundia possède une industrie du maïs très prospère, dont la majeure partie approvisionne de nombreux pays de la Beuropolis en maïs. Bundia est également un pays développé avec une classe moyenne très active et une économie fonctionnelle. Son PIB moyen par habitant s'élève à 15 000 USD. Les conditions de vie des citoyens sont bonnes. Un système de protection sociale a été mis en place pour les personnes âgées et les personnes inaptes au travail. Le Bundia partage également une partie de ses frontières avec le Tourment, un État très peuplé dont le PIB moyen par habitant s'élève à 35 000 USD.
9. En 2015, l'État du Tourment a attaqué l'État de Bundai. À la suite de cette attaque, l'Héritage et d'autres États de Beuropolis ont mobilisé des ressources pour aider Bundai à se défendre contre ces assauts. Les contributions de l'héritage s'élèvent à ce jour à plusieurs milliards de dollars. Par conséquent, les fonds initialement alloués à d'autres départements, tels que les l'héritage Marines, ont été redirigés vers le conflit en cours entre Bundia et Torment.

10. Beuropolis dispose d'un système élaboré de droits de l'homme, défini dans la Convention de Beuropolis sur les droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée des chefs d'État de l'UB en 1960. La Convention de Beuropolis sur les droits de l'homme est similaire en substance ("dispositions relatives aux droits") à la Convention européenne des droits de l'homme et à ses protocoles substantiels. En outre, Beuropolis dispose également d'une cour continentale, la Cour des droits de l'homme de Beuropolis. Les particuliers et les ONG peuvent accéder directement à la Cour des droits de l'homme de Beuropolis. Si la compétence de la Cour des droits de l'homme de Beuropolis est similaire à celle de la Cour européenne des droits de l'homme, ses critères de recevabilité sont semblables à ceux de l'article 56 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. La clause de son statut relative aux recours reflète l'article 63 de la Convention américaine des droits de l'homme. Tous les États membres de Beuropolis ont ratifié la Convention de Beuropolis sur les droits de l'homme ou y ont adhéré.
11. Bien qu'historiquement un pays relativement pacifique, le Chitauri a connu des bouleversements politiques en 1996 lorsqu'un haut responsable militaire, George Dos Santos, a organisé un coup d'État réussi. Après son accession au pouvoir en tant que président, des rapports sur les médias sociaux suggèrent que Dos Santos a orchestré l'assassinat d'au moins cinq opposants politiques de premier plan. Sous son règne, le Chitauri est devenu un État à parti unique.
12. Préoccupé par les violations présumées des droits de l'homme, l'Héritage a secrètement facilité une opération au début des années 2000 qui a finalement abouti à la capture et à l'assassinat du président Dos Santos. Cependant, la destitution de ce dernier a plongé le Chitauri dans une instabilité prolongée. Un groupe rebelle connu sous le nom de Revengers est apparu pendant cette période, établissant une base dans le pays. Se réclamant du patriotisme, les Revengers visent à éliminer toute influence de l'héritage sur l'économie et la culture afropolisiennes. Leur idéologie a trouvé un écho chez de nombreux Afropolisiens, en particulier dans la RdA. Les activités des Revengers ont tendu les relations entre le RdA et les Chitauri. La RdA a dû faire face à des défis permanents, notamment la lutte contre l'influence terroriste à l'intérieur de ses frontières, car des enfants sont fréquemment enlevés et enrôlés dans le réseau des Revengers à partir du Chitauri. Malgré ces développements inquiétants, le Chitauri et le RoA ont tous deux minimisé l'influence du groupe. Le nouveau président du Chitauri a fait une remarque publique : "Tout pays qui craint les Revengers est invité à mobiliser des ressources pour s'en occuper. Nous avons des problèmes plus urgents à régler".
13. En réponse à la montée en puissance des Revengers et pour protéger son territoire, l'héritage a imposé en 2005 des sanctions économiques unilatérales à Chitauri et à RdA. Ces sanctions ont pris la forme d'un embargo sur les armes, de restrictions sur les importations de produits frais et d'une interdiction de tout voyage touristique de l'héritage vers Chitauri et RdA. L'Héritage a expressément noté que les Revengers constituent une menace pour la paix et la sécurité mondiales et qu'en tant que pays le plus proche du foyer des Revengers, il a le devoir d'agir de manière préventive pour

renforcer sa sécurité et sa souveraineté. L'Héritage a également justifié les sanctions unilatérales en notant que les gouvernements de Chitauri et de RdA ne prenaient pas les mesures appropriées pour supprimer les Revengers, ce qui ne lui laissait pas d'autre choix que de prendre des mesures drastiques.

14. Depuis l'imposition de ces sanctions, le Chitauri et la RdA ont connu un déclin notable de leurs activités économiques. Pire encore, les défis auxquels est confrontée la RdA ont également été exacerbés par le changement climatique, qui menace de plus en plus la paix et la sécurité mondiales. En tant qu'État insulaire, la RdA a connu une montée du niveau de la mer au cours des dernières années, entraînant des inondations sans précédent et un effondrement de l'économie. L'agriculture et le pastoralisme ont été perturbés et de plus en plus de personnes se sont donc déplacées vers l'intérieur des terres. Ce mouvement s'est accentué depuis le milieu des années 2010 et est également exacerbé par les personnes qui fuient leurs terres pour éviter l'influence du Revenger. De plus, de nombreux Chitauriens Afropolisiens fuient le Chitauri et se réfugient en RdA, ce qui met à rude épreuve la RdA et ses ressources. Cette situation a entraîné une instabilité généralisée et le départ de nombreuses entreprises légaciennes de la RdA. En outre, certains Afropolisiens ont cherché refuge dans d'autres parties du monde, y compris à l'Héritage.
15. En tant que l'une des principales économies de la Beuropolis, l'héritage est une destination de choix pour les personnes qui poursuivent le "Legacian Dream", un slogan largement reconnu et souvent cité par les citoyens et les politiciens pour souligner la richesse des opportunités qui s'offrent aux personnes qui travaillent dur et qui sont dévouées. Au cours des 60 dernières années, l'héritage a maintenu une politique d'immigration ouverte basée sur un système de points, quel que soit le pays d'origine du demandeur. Ce système évalue les qualifications académiques ou l'expérience professionnelle d'une personne, ce qui permet aux migrants d'obtenir un permis de travail de trois ans et, après cinq ans d'emploi sous ce permis, la résidence permanente (autorisation de séjour indéfinie).
16. L'Héritage offre également une voie expresse vers la résidence permanente pour les migrants dont les qualifications ou les compétences relèvent de domaines désignés comme rares (scarce skills), tels que l'ingénierie, l'enseignement des mathématiques et la recherche scientifique. En outre, les demandeurs d'asile se voient accorder la possibilité de demander le statut de réfugié sans discrimination, à condition qu'ils puissent démontrer l'existence de "circonstances contraignantes" dans leur pays d'origine qui les empêchent de vivre dans la dignité.
17. Malgré la politique migratoire apparemment simple de L'Héritage, les dernières années ont été marquées par d'importants défis en matière d'immigration. L'un des principaux problèmes découle de l'attaque de Bundai par Torment, qui a nécessité la réorientation de certains fonds de nombreux autres objectifs de l'État pour soutenir le conflit en cours. Ce conflit a entraîné une augmentation exponentielle du nombre de migrants en fuite, dont beaucoup cherchent un refuge et un nouveau départ dans l'Héritage.

18. En outre, vers 2018, pendant le conflit entre Bundai et Torment, il y a eu un afflux de migrants arrivant de Chitauri et de la RdA, risquant des voyages périlleux à travers la mer d'Afropolis pour atteindre Beuropolis, en particulier, l'Héritage. Nombre de ces migrants fuient les violences attribuées aux Vengeurs, tandis que d'autres, en particulier en provenance de la RdA, luttent pour s'adapter aux conditions climatiques changeantes qui ont gravement perturbé leurs moyens de subsistance pastoraux. Ces changements vont de l'élévation du niveau de la mer à la fréquence de phénomènes météorologiques extrêmes tels que les ouragans et les inondations, en passant par l'impact sur l'industrie de la pêche, autrefois florissante en RdA. Ces changements ont eu un impact direct sur l'industrie du tourisme en RdA.
19. Les défis posés par l'accueil de divers groupes de migrants et de demandeurs d'asile ont alimenté la montée des mouvements populistes et des partis politiques dans toute la Beuropolis, y compris L'Héritage. Nombre de ces groupes attribuent la dilution de la culture, l'augmentation de la criminalité et la fréquence croissante des attaques terroristes à des politiques migratoires trop laxistes et à un manque perçu de patriotisme. À l'Héritage, le parti Legacy First a capitalisé sur ces sentiments en remportant les élections de 2019 et en mettant en œuvre des mesures plus strictes en matière d'immigration. Ainsi, en 2021, le gouvernement a promulgué la loi sur l'immigration "Legacy First", introduisant des changements radicaux dans la politique d'immigration. En vertu de l'article 4, la loi impose de nouvelles exigences strictes pour les permis de travail, l'entrée expresse pour la résidence permanente et le statut de réfugié. Le système de points exige désormais non seulement des qualifications et des compétences pertinentes, mais aussi la preuve que le demandeur dispose d'au moins 5 000 USD sur son compte bancaire et qu'il possède une compétence considérée comme "critique".
20. En outre, pour les demandeurs d'asile, l'article 6 de la Legacy First Immigration Act confère au ministère de l'intérieur le pouvoir discrétionnaire de désigner certains territoires comme "États suspects". Les migrants originaires de ces territoires voient leurs chances d'obtenir l'asile ou un permis de travail considérablement réduites, même s'ils possèdent des compétences essentielles. Dans la pratique, ces modifications du système d'immigration ont surtout profité aux immigrants qualifiés en col blanc de Bundai et d'autres États de la Beuropolis
21. En outre, l'article 8 de la loi sur l'immigration "Legacy First" autorise le gouvernement à recourir à une surveillance technologique avancée et à un traitement algorithmique autonome des demandes d'asile et de réfugiés. Ce cadre a été rendu possible par les progrès de la technologie et de l'intelligence artificielle (IA). L'Héritage a ainsi mis en place des systèmes de surveillance sophistiqués pour capturer et stocker les données faciales des personnes qui franchissent ses frontières, en particulier à sa frontière sud, le long de la mer d'Afropolis. Ce système comprend un réseau de caméras qui capturent automatiquement les identités faciales aux points de contrôle frontalier. Les images collectées sont ensuite stockées dans l'Immigration Facial Repository, une base de données centralisée gérée par le centre de renseignement

de l'héritage. Toute personne entrant sur le territoire doit soumettre des données biométriques complémentaires, notamment une photographie supplémentaire, qui est ensuite comparée aux informations collectées via les caméras de surveillance. En réponse à l'afflux récurrent de demandeurs d'asile entreprenant des voyages périlleux depuis le Chitauri et le RdA, L'Héritage a également établi un centre d'asile, connu sous le nom de Centre de détention du Purgatoire, à la frontière sud. Le Purgatoire est actuellement le seul endroit disposant d'installations d'atterrissage de navires sûrs. Le Purgatoire compte trois bâtiments. Les personnes qui arrivent à Purgatoire peuvent déposer une demande d'asile dans le bâtiment administratif, après quoi elles sont hébergées dans un autre bâtiment, le bâtiment de transit, jusqu'à ce que leur demande soit traitée. Si la demande n'est pas acceptée, les migrants sont alors détenus à Dépôt jusqu'à ce qu'un nombre suffisant de personnes soient rassemblées pour être expulsées. Transit dispose d'installations pour les adultes et les enfants, ce qui n'est pas le cas de Dépôt.

22. Les migrants qui arrivent au port sud par des bateaux et des navires non officiels sont généralement soit expulsés vers le Chitauri ou le RdA, soit détenus à Dépôt en vue d'une expulsion accélérée. Au Purgatoire, les données biométriques de tous les individus sont enregistrées, et leurs données faciales sont stockées dans le référentiel facial de l'immigration. En conséquence, l'Héritage indique que de nombreux migrants ont tenté de contourner le Purgatoire à la frontière sud en empruntant des routes maritimes périlleuses ou en naviguant dans des zones montagneuses pour atteindre la terre ferme de Legacian. Ils sont ainsi beaucoup plus exposés aux naufrages, ce qui entraîne une augmentation alarmante du nombre de décès en mer.
23. En réponse à ces événements survenus dans le monde entier, Amnesty International a publié en 2024 une note d'information intitulée "La frontière numérique : Migration, technologie et inégalité". Ce document met en évidence et examine les violations des droits de l'homme liées à l'utilisation de l'IA dans l'application des lois sur les frontières. De même, un rapport sur les politiques migratoires (<https://www.migrationpolicy.org/article/artificial-intelligence-border-zones-privacy>) a constaté que l'expansion des infrastructures de surveillance, dont une grande partie est alimentée par l'IA, a contribué à l'augmentation du nombre de décès de migrants. Le rapport explique que les systèmes de surveillance créent souvent un "effet d'entonnoir", poussant les migrants qui tentent de franchir illégalement les frontières vers des itinéraires plus éloignés et plus dangereux. Ces itinéraires exposent les migrants à des risques accrus, notamment la déshydratation, l'hyperthermie, les blessures et l'épuisement, alors qu'ils tentent d'éviter d'être repérés.
24. De nombreux activistes de l'Héritage ont décrié l'adoption de la loi Legacy First Immigration Act. L'une des personnes les plus populaires à avoir agi de la sorte est un Chitaurien, Gustav Cook, qui est devenu un résident permanent de l'Héritage grâce à la procédure d'entrée express quelques années avant l'entrée en vigueur du Legacy First Immigration Act 2021. Gustav est marié et père de trois enfants, qui résident tous à l'Héritage. Gustav Cook dirige un mouvement informel d'Afropolisiens appelé

"Mouvement pour l'unité afropolisienne" (MAU). Ce mouvement défend les droits des Afropolisiens, en particulier des politiques d'immigration transparentes et la protection des droits des demandeurs d'asile et des réfugiés. Après s'être installé à l'Héritage, Gustav Cook a révélé publiquement qu'il était une femme transgenre. Gustav n'a pas subi de chirurgie d'affirmation du genre, mais a commencé un traitement hormonal qui a entraîné une augmentation significative de la taille de ses seins. Gustav Cook a, au cours des dernières années, constamment décrié le rôle de l'héritage dans le chaos qui continue de sévir au Chitauri et a toujours plaidé en faveur de réparations pour le colonialisme ainsi que pour ce qu'il appelle un coup d'État externe qui a changé les gouvernements au Chitauri. Gustav est cependant souvent ignoré au sein de l'Héritage, et son mouvement est considéré comme populiste par le gouvernement Legacien.

25. En février 2024, des attaquants soupçonnés d'appartenir au RdA ou au Chitauri ont fait exploser un centre commercial dans la capitale de l'Héritage. Environ 8 000 personnes sont mortes et des milliers d'autres ont été blessées dans cet attentat. À la suite de cet événement, le président de Legacy First a été interviewé sur une chaîne d'information internationale populaire, où il a commenté l'attaque en disant : Vous comprenez maintenant pourquoi nous avons besoin de lois sur l'immigration encore plus strictes ? Nous ne pouvons pas permettre à ces terroristes et à ces sauvages venus de ces États marginaux de continuer à s'installer dans notre pays. Nous devons protéger notre peuple et nous mobiliserons le soutien nécessaire des partis pour modifier la politique gouvernementale en matière d'immigration. Les migrants ne peuvent pas avoir des droits généraux ! En réponse à ces propos, Gustav Cook a été interviewée sur une chaîne d'information locale, où elle a critiqué le président de Legacy First pour avoir qualifié les Afropolisiens de terroristes et de sauvages. Elle a terminé ses commentaires en notant que si ce sont bien les Revengers qui ont perpétré l'attaque, alors l'Héritage est au moins à blâmer, et cela signifie seulement que l'Héritage n'a eu que ce qu'il méritait.

26. Peu après, le parti politique Legacy First a dénoncé ces commentaires et une pétition a été lancée pour que le statut de résident permanent de Gustav Cook soit révoqué. Le ministère de l'intérieur a ensuite révoqué le statut de résident permanent de Gustav Cook, au motif que des milliers de personnes de l'Héritage avaient signé la pétition. Gustav a ensuite été placée en détention et transférée au Centre de détention de Purgatoire, où elle attend d'être expulsée vers Chitauri entre le 14 et le 18 juillet 2025. À son arrivée, les autorités l'ont informée qu'en vertu d'un récent décret du président de l'Héritage, seuls deux sexes - l'homme et la femme tels qu'ils ont été assignés à la naissance - sont légalement reconnus. En tant que femme transgenre, Gustav Cook a été jugée inéligible à un placement dans des logements pour femmes ou à l'accès à des espaces privés pour femmes. Au lieu de cela, elle a été placée dans un centre de détention pour hommes, où elle a dû faire face à des difficultés considérables. Pendant sa détention, elle a été victime de moqueries et d'insultes fréquentes de la part des détenus masculins, en particulier pendant les moments de vulnérabilité tels que les heures de douche. Elle a également subi des cas d'intimidation physique et de harcèlement, créant un environnement hostile et déshumanisant qui a encore aggravé sa détresse.

27. Ces dernières années, le RdA a tenté de conclure des accords commerciaux avec Bundai, dans le but d'échanger des minerais contre des produits agricoles. Toutefois, ces négociations ont échoué après l'apparition de rapports faisant état d'individus affiliés aux Revengers infiltrant les routes commerciales du maïs de Bundia. Face à cette situation, Bundia a imposé des sanctions unilatérales à la RdA, restreignant sévèrement les importations de certains produits agricoles et industriels. Ces mesures ont eu un impact dévastateur sur l'économie de la RdA, entravant l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi. Le gouvernement de la RdA a nié tout lien avec les Revengers et a dénoncé ces sanctions comme une violation du droit international.
28. L'Héritage, RdA, Bundai et Torment sont tous membres des Nations Unies (UN) et de l'UB. Torment a été suspendu de l'ONU et de l'UB. L'Héritage est partie aux neuf principaux traités des Nations unies relatifs aux droits de l'homme.
29. L'ONG All Lives Matter a son siège et est enregistrée à l'Héritage. Elle dispose de quelques bureaux satellites enregistrés en RdA. En 2023, All Lives Matter a mené des recherches sur les politiques migratoires de l'Héritage et a découvert qu'il existait une politique officieuse de rejet des demandes d'asile émanant d'Afropoliens. En fait, la recherche a indiqué que ces personnes étaient considérées comme des migrants économiques, des migrants climatiques ou simplement comme des "immigrants d'un État suspect". Elles étaient donc touchées de manière disproportionnée par les politiques d'immigration, qui étaient beaucoup plus indulgentes à l'égard des populations du Nord, telles que les personnes originaires de Bundai. Le gouvernement de l'Héritage a même créé un bureau d'immigration spécial pour les personnes originaires de Bundai, dont les demandes d'asile sont traitées rapidement. All Lives Matter a également révélé qu'au moins un quart des migrants fuyant Bundia n'avaient pas leurs données biométriques stockées dans le Répertoire des données faciales de l'immigration.
30. Pour compliquer encore les choses, un récent rapport judiciaire a révélé que des contractants tiers pourraient avoir accédé au répertoire des empreintes faciales de l'immigration de l'Héritage. Une violation de données survenue à la mi-2024 a entraîné la fuite en ligne de milliers d'enregistrements biométriques, ce qui a suscité de vives inquiétudes quant aux violations de la vie privée dans la loi. En particulier, les données divulguées semblent relier Cook à des communications présumées avec les Revengers. Bien que la nature de ces communications ne soit pas claire, les autorités de l'Héritage ont fait valoir que ce lien justifiait son expulsion. Les autorités de l'Héritage ont également pris la décision de procéder à l'expulsion massive de 900 demandeurs d'asile (y compris des enfants) détenus au centre de détention de Purgatoire. Certains de ces demandeurs d'asile avaient été pris en flagrant délit de tentative de passage à l'Héritage par des voies frontalières non officielles et par le terrain montagneux le long du littoral de la frontière méridionale.
31. En août 2024, All Lives Matter a saisi le High Court de l'Héritage contestant la constitutionnalité de la Legacy First Immigration Act 2021. Leur requête a été rejetée,

la Haute Cour estimant qu'il n'y avait pas de question constitutionnelle dans cette affaire. En outre, la Haute Cour a estimé que la Convention de 1951 sur les réfugiés ne prévoyait pas de protection pour les migrants climatiques, les migrants économiques ou les immigrés originaires d'un "État suspect". Elle a également estimé qu'il n'existe pas de droit automatique à l'asile, puisque toute demande d'asile doit être conforme aux lois sur l'immigration de l'Héritage. La Cour a donc estimé que l'Héritage n'avait aucune obligation légale d'admettre des demandeurs d'asile.

32. En avril 2025, par l'intermédiaire des membres de sa famille, Gustav Cook a contacté All Lives Matter pour l'informer de son expulsion imminente et lui demander de l'aider à contester la révocation de sa résidence permanente. Le recours interne qu'il avait introduit en mars 2025 auprès du ministère de l'intérieur avait échoué et une demande de réexamen auprès de la Haute Cour a été rejetée, la Haute Cour confirmant que la décision du ministère était rationnelle. L'affaire a fait l'objet d'un appel devant la Cour d'appel pour les affaires diverses qui, le 15 mai 2025, a confirmé la décision de la Haute Cour.
33. En juillet 2022, une autre ONG basée à l'Héritage, We Are The World, a déposé une requête constitutionnelle directe auprès de la Cour suprême de l'Héritage, contestant la Legacy First Immigration Act. La Cour suprême n'a pas encore fixé de date pour l'examen de cette affaire.
34. Le 1er juin 2025, ignorant l'affaire soumise par We are The World, All Lives Matter a saisi la Cour des droits de l'homme de Beuropolis au nom de Gustav Cook et de 900 autres demandeurs d'asile détenus au Centre de détention de Purgatoire, en se fondant sur les points suivants :
 - i. La politique d'immigration de l'Héritage viole ses obligations internationales
 - ii. La surveillance technologique de l'Héritage et le traitement algorithmique autonome des demandes d'asile et réfugiés violent les droits de l'homme fondamentaux ;
 - iii. La politique de l'Héritage en matière d'identification de genre est incompatible avec ses obligations en matière de droits de l'homme ;
 - iv. L'imposition unilatérale par l'Héritage de sanctions à l'encontre du Chitauri et du RdA viole ses obligations internationales.
35. Préparer les arguments au nom de All Lives Matter (le requérant, au nom de Gustav Cook et de 900 autres personnes) et de l'État d'héritage (le défendeur) concernant la compétence, la recevabilité, le bien-fondé et les réparations des revendications i, ii, iii et iv.